

Compte tenu de la détérioration du régime fiscal au cours des trente dernières années, modifié en faveur des élites financières et au détriment de la majorité des citoyenNEs, ATTAC-Québec invite la société civile à faire pression sur l'ensemble des partis politiques et des candidatEs, en vue d'une réforme en profondeur du régime fiscal.

ATTAC-Québec recommande :

- Une **révision** globale des **conventions fiscales**.
- L'application de la loi sur le blanchiment de l'argent, afin de prévenir à la fois l'évasion fiscale et le recyclage des produits de la criminalité.
- La **mise en place d'un système fiscal plus égalitaire**, qui rééquilibrerait à la fois le rapport entre riches et pauvres et celui entre les entreprises (qui paient de moins en moins d'impôts) et la masse des citoyenNEs (qui en paient de plus en plus).
- La redéfinition du domicile des contribuables corporatifs et la consolidation des holdings et de leurs filiales en vue de l'imposition nationale du revenu global, et la négociation d'accords internationaux mettant fin à la concurrence fiscale (harmonisation des taux et des paliers) et autres mesures proposées le *Tax Justice Network* (www.taxjustice.net).

Pour plus d'information sur cette campagne n'hésitez pas à communiquer avec ATTAC-Québec (quebec@attac.org - 514-279-6364) Pour consulter notre dossier sur les paradis fiscaux, la fraude et l'évasion fiscales, visitez notre site Web: www.quebec.attac.org.

ATTAC-Québec vous invite à écrire directement à Paul Martin. Vous trouverez une lettre type sur notre site Web.



Campagne contre l'injustice fiscale

La campagne électorale fédérale et l'injustice fiscale

« Moins d'impôt tue la société »

ATTAC-Québec est une association citoyenne qui travaille sur différents enjeux internationaux d'ordre socio-économique, tels que la promotion d'une taxe internationale sur les transactions financières et la lutte contre l'évasion fiscale par le biais des paradis fiscaux. Cette approche toutefois ne confine pas nos actions aux problèmes internationaux. Au contraire, elle permet de mieux appréhender les enjeux afin de **lutter contre les inégalités** au niveau national.

En cette campagne électorale, ce point de vue est particulièrement pertinent car **le Premier ministre ne nous semble pas apte à gouverner le Canada**. Ses actions en faveur de **l'évitement fiscal** par le jeu de conventions fiscales indiquent qu'il se soucie peu de l'avenir des citoyenNEs. Les coupures massives d'impôts sur le revenu - et dans les programmes sociaux - que Paul Martin a effectué en 1995, alors qu'il était ministre des Finances, n'ont rien de rassurant. Et maintenant l'actuel ministre des Finances, Ralph Goodale, s'engage à réduire les impôts des corporations.

Nous reprochons aussi à Paul Martin, en tant que dirigeant de la Canada Steamship Lines, d'avoir déplacé artificiellement le holding de cette entreprise dans les Barbades et immatriculé des navires à Panama — pays reconnu pour accorder des pavillons de complaisance —, afin de soustraire les équipages au *Code canadien du travail*. Sans compter les contrats à hauteur de 167 millions de dollars que son gouvernement a octroyés à la Canada Steamship Lines.

Voici quelques éléments qui amènent ATTAC-Québec à prendre ces positions :

En tant que dirigeant de la Canada Steamship Lines, Paul Martin :

- ✓ A démontré son manque de respect envers les travailleurs en employant des marins philippins payés 1,74 \$ de l'heure, sans protection de la législation du travail ou des normes de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).
- ✓ A fait preuve d'un manque de civisme en logeant le holding de son entreprise dans un paradis fiscal, soit les Barbades, afin de contribuer le moins possible aux fonds publics canadiens.
- ✓ A indiqué le peu d'intérêt qu'il porte pour le bien commun.

De plus, en signant des conventions fiscales avec des paradis fiscaux, en omettant de réprimer l'évasion fiscale et en ne contrôlant pas la circulation des capitaux le gouvernement canadien et Paul Martin :

- ✓ Réduisent la capacité d'intervention de l'État
- ✓ Favorisent l'accroissement des inégalités en permettant l'accumulation scandaleuse du capital

D'autant plus qu'en réduisant la capacité d'intervention de l'État (par le biais de coupures d'impôts et de l'ALÉNA) et en favorisant l'autorégulation du marché le gouvernement canadien et Paul Martin (comme avant lui Brian Mulroney et Jean Chrétien) :

- ✓ Jouent le jeu des multinationales qui s'enrichissent sur le dos de travailleurs qui évoluent dans un marché du travail de plus en plus précaire, car ouvert à la concurrence internationale.
- ✓ Détruisent les acquis sociaux qui permettaient à l'État de jouer un rôle de redistribution de la richesse et de protection sociale et de mitiger les inégalités engendrées par le marché.

Nous appelons donc les groupes sociaux, communautaires et associatifs, ainsi que les syndicats, à se joindre à ATTAC-Québec dans sa campagne contre l'injustice fiscale afin de proclamer haut et fort nos préoccupations en faveur la solidarité par l'impôt progressif.